



## APPEL A CONTRIBUTION POUR L'ATELIER n°2

### « Risques et sécurité à l'aune des territoires intelligents et du management public durable »

Présidents d'atelier :

**Sophie Cros**  
Institut Supérieur d'Etudes  
Logistiques - Ecole d'ingénieurs  
Université du Havre

**Bruno Tiberghien**  
Aix-Marseille Université,  
IMPGT, CERGAM EA 4225,  
13540, Puyricard, France

**Marius Bertolucci**  
Aix-Marseille Université,  
IMPGT, CERGAM EA 4225,  
13540, Puyricard, France



Coordonnées où transmettre votre proposition :

<https://airmap2019.sciencesconf.org>

## Track 2 – Risks and security in smart territories and sustainable public management

Between threats and opportunities, the advent of digital technology through the phenomenon of smart cities challenges public management researchers and practitioners interested in risk and security issues. Digital, as a tool, is not neutral and transforms reality both concretely and in the representations, we make of it. In this, it presents a fundamental ambivalence in that it is both enabling and binding.

In order to guide the productions of this workshop, we propose the following general questions: To what extent do *smart territories* constitute a threat or an opportunity in terms of exposure and treatment of societal risks? What congruence in terms of aims and practices with the requirements of sustainable public management? How can the latter support, even frame, the development of smart logic, products and territories? Is digital technology compatible with sustainable public management ?

## 1°. OBJECTIFS DE L'ATELIER

Cet atelier propose de traiter des vulnérabilités et questions sécuritaires à l'aune de l'avènement des territoires intelligents, eu égard aux exigences d'un management public durable. Dans ce cadre, il s'agit tout autant de s'interroger sur les nouvelles possibilités offertes par les technologies numériques dans le traitement des questions de menaces et de sécurité que d'interroger les problèmes de sûreté et de sécurité émanant d'un tel déploiement dans tous les pans de la société.

Il s'agit ici de discuter les transformations sociétales impulsées par ces nouveaux usages du numérique. A ce titre, les débats devront dépasser les oppositions stériles entre technophobie et théorie du complot d'un côté, et confiance aveugle dans les bienfaits du numérique de l'autre, pour éclairer les politiques publiques à la fois sur les menaces et les opportunités dont recèle l'avènement du numérique dans nos sociétés, dans un cadre de management public durable.

Cette exigence de vision balancée fait écho à la définition même de risque en tant que phénomène social sujet aux controverses telle qu'envisagée par Jean-Gustave Padioleau (1999, 2003). Selon cet auteur, « *le risque correspond à des expériences, individuelles ou collectives, d'estimations de la venue de phénomènes futurs désirables (croissance économique, découvertes scientifiques, etc...) ou indésirables (dangers, catastrophes, guerres, pertes en tous genres). Positifs ou négatifs, ces phénomènes sont attribués à des causes ou à des responsabilités (Etats, capitalismes, milieux physiques, groupes, individus, etc...) susceptibles de produire des conséquences souhaitables (bien-être économique ou social, espérance de vie, etc...) ou préjudiciables (dommages, victimes, etc...).* Dans ce cadre probabiliste, les estimations des phénomènes, des causes et des conséquences invitent à des actions éventuelles (individuelles/collectives ; publiques/privées) pour les maîtriser (prévision, prévention, précaution, réparation, interdiction, etc...) en vue de régler, autant que faire se peut, des problèmes de risques (développer les bénéfices attendus, réduire, éliminer les pertes éventuelles, etc...)» (Padioleau, 1999, p.112). Le risque est ici considéré comme une somme de menaces et d'opportunités (Gaultier-Gaillard, Louisot, 2004). En ce sens, si la « société du risque », telle qu'envisagée par Ulrich Beck (2001) valorise des interprétations négativistes du risque, il se pourrait bien, au contraire, qu'elle constitue une « chance pour la démocratie » (Padioleau, 2000). Il importe donc de développer la gestion des risques pour permettre à l'organisme considéré, d'atteindre ses objectifs (Gaultier-Gaillard, Louisot, 2004), en fonction de ses contraintes.

## 2°. CONTEXTE, ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS

Les développements relativement récents des logiques et approches *smart* appliquées aux territoires interpellent et mobilisent les projets et réflexions à la fois des praticiens et des chercheurs en management public. En effet, les villes intelligentes, ou *smart cities*, sont partout dans les agendas politique, stratégique et communicationnel des organisations internationales, comme des collectivités locales (Eveno, 2018). Notons que si dans un premier temps, au cours de la première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle, de grands projets en la matière visaient à bâtir *ex nihilo* des villes nouvelles entièrement *smart*, comme l'inscription de ce nouveau paradigme sur une page blanche, depuis, la décennie actuelle a davantage mis l'accent sur le fait de transformer les villes existantes en villes intelligentes ou *smart*.

Une première série d'enjeux se pose autour du questionnement suivant : Quelle intelligence pour l'action en matière de gestion des risques et des questions de sécurité ?

Présentée bien souvent comme en tension entre une vision techno-centrée et une vision socio-centrée, l'objet *smart city* peut se définir globalement comme une innovation technique autorisant le fonctionnement optimal de la ville parce que reposant sur une gestion en temps réel de données fournies par les gestionnaires des équipements et par les usagers

(Hernandez & Tiberghien, à paraître). En cela, les capacités de pilotage et de contrôle de nombreux paramètres se trouveraient renforcées et un glissement serait tentant « *entre le « centre de contrôle » des flux de la ville et le tableau de bord de l'action publique.* » (Offner 2018, p.20).

Une deuxième série d'enjeux se pose sur la base des risques et problèmes de sécurité générés par l'avènement des outils numériques dans la gestion des territoires, avec pour trame de fond l'idée d'un management public durable.

Les points de jonction entre ville intelligente et ville durable sont bien souvent présentés comme une filiation naturelle (Zélem, 2010). Pourtant, la *smart city* se révèle-t-elle durable lorsqu'elle renforce des comportements de consommation toujours plus énergivores ou lorsqu'elle se cantonne à concentrer sur son territoire des activités à haute valeur ajoutée et propres, tout en rejetant dans le même temps en périphéries, plus ou moins lointaines, les activités polluantes et à conditions de travail dégradées ? Antoine Picon nous met en garde sur ce point : « *Je pense qu'on est loin de prendre la mesure des impacts environnementaux du numérique. (...) Il sera nécessaire de réfléchir à une ville frugale, à une diversification aussi des modèles de la ville intelligente. N'oublions pas que la technologie ne résout pas les problèmes mais qu'elle les déplace, gains d'un côté, pertes de l'autre... Mais qu'est-ce qu'on accepte de perdre ?* » (Le Boeuf et al. 2016, p.96).

Selon Marc Chopplet (2018, p.77) les *smart cities* opéreraient un syncrétisme entre plusieurs projets de villes désirables en se présentant comme le creuset de la société de l'information et du savoir, de l'économie de la connaissance, de la démocratie participative, du développement durable et de la qualité de vie (Eveno, 2018, p. 29, Picon, 2018, p. 270, Belot, 2017, ONU, 2016, p.22). Pour Ghorra-Gobin (2018, p.6), la *smart city* ne serait que le dernier avatar d'expressions créées pour absorber les critiques à l'encontre du caractère néo-libéral des villes. Ces dernières se revendiquent tantôt *inclusives* (inclure les exclus de la mondialisation), *frugales* (diminuer l'empreinte écologique, la production de gaz à effet de serre), *justes* (lutter contre les inégalités sociales, spatiales et environnementales), *durables* (prendre en compte les objectifs du développement durable), *vertes* ou *résilientes* (affronter toute forme de vulnérabilité dont celle liée au changement climatique).

Afin d'orienter les productions de cet atelier, nous proposons les questionnements généraux suivants : **Dans quelle mesure les territoires intelligents constituent-ils une menace ou une opportunité en termes d'exposition et de traitement des risques ? Quelle congruence, en termes de visées et de pratiques avec les exigences d'un management public durable ? Comment ce dernier peut-il accompagner, voire encadrer, le développement des logiques, produits et territoires intelligents ?**

Ces éléments de problématique générale peuvent être déclinés à travers différentes questions (liste non exhaustive) :

- Quels sont les liens conceptuels et pratiques entre territoire intelligent et développement durable des territoires ?
- Quels retours d'expérience pouvons-nous faire de l'utilisation des outils et pratiques *smart* dans les réponses apportées aux problématiques de sûreté et de sécurité ?
- Quels sont les transferts de risques qui s'opèrent dans la mise en œuvre de projets visant à *smartiser* nos services publics, nos administrations et/ou nos territoires ? Voit-on apparaître de nouveaux risques ou des problèmes sécuritaires inédits ?
- Comment, dans ce cadre, se trouve questionnée/discutée la notion de risque acceptable ? risque tolérable ?
- Comment maintenir/activer des capacités de résilience territoriale ?
- Comment gérer la tension entre d'un côté la nécessaire ouverture (open data, big data, coproduction,...) et d'un autre côté la volonté de contrôle en termes de fiabilisation des processus et de sécurité des données ?
- Quels glissements possibles entre conception et usages des outils techniques mobilisés ?

- À partir de comparaisons internationales, quelles sont les bonnes pratiques que nous pouvons relever ? Comment expliquer les différences de réponses et d'adaptation aux enjeux soulevés ?

### 3°. TYPE DE CONTRIBUTION ATTENDUE

L'atelier est ouvert aux propositions d'ordre théorique, empirique mais également aux retours d'expérience de praticiens.

### 4°. BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ✿ Beck U., 2001, *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, Alto Aubier, pour la traduction française ; version originale : 1986, Risikogesellschaft, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main.
- ✿ Belot Luc, 2017, *De la smart city au territoire d'intelligence(s)*, Rapport au Premier ministre sur l'avenir de la smart city, La Documentation française, avril.
- ✿ Chopplet Marc, 2018, « Smart City : quelle intelligence pour quelle action ? Les concepts de John Dewey, scalpels de la ville intelligente », *Quaderni*, vol. 2, n° 96, p. 71-86.
- ✿ Eveno Emmanuel, 2018, « La Ville intelligente : objet au cœur de nombreuses controverses », *Quaderni*, vol. 2, n° 96, p. 29-41.
- ✿ Gaultier-Gaillard, S., Louisot, JP. (2004). *Le diagnostic des risques*, Ed. AFNOR.
- ✿ Ghorra-Gobin Cynthia, 2018, « Smart City : "fiction" et innovation stratégique . Avant-propos », *Quaderni*, vol. 96, no. 2, p. 5-15.
- ✿ Hernandez S., Tiberghien B., à paraître en 2019, « To be smart or not to be? La ville intelligente, entre promesses et faux-semblants » in, *Les organisations face aux nouveaux défis des mutations technologiques et sociétales*, ANDESE.
- ✿ Le Bœuf, Jocelyne, Florent Orsoni, Picon Antoine, 2016, « Villes intelligentes ? Entretien avec Antoine Picon », *Sciences du Design*, vol. 3, no. 1, p. 93-97.
- ✿ Lochard J., 1996, « L'évolution de la notion de limite en radioprotection », *Annales des Mines*, pp.85-94.
- ✿ Offner Jean-Marc, 2018, « La smart city pour voir et concevoir autrement la ville contemporaine », *Quaderni*, vol. 2, n° 96, p. 17-27.
- ✿ ONU (2016), *Nouveau Programme Pour les Villes*, Habitat III, Quito, 17-20 octobre.
- ✿ Padioleau J.G., 1999, « L'action publique post-moderne : le gouvernement politique des risques », *Politiques et Management Public*, vol.17, n°4, décembre 1999.
- ✿ Padioleau J.G., 2000, « La société du risque, une chance pour la démocratie », *Le Débat*, Mars 2000.
- ✿ Padioleau J.G., 2003, *Arts pratiques de l'action publique ultra-moderne*, L'Harmattan.
- ✿ Picon Antoine, 2018, "Urban Infrastructure, Imagination and Politics: From the Networked Metropolis to the Smart City", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 42, n° 2, p. 263-275.
- ✿ Zélem, Marie-Christine, 2010, *Politique de maîtrise de la demande d'énergie et résistances au changement : Une approche socio-anthropologique*, Paris : L'Harmattan.